



## Conseil économique et social

Distr. générale  
1<sup>er</sup> décembre 2017  
Français  
Original : anglais

---

### Commission du développement social

Cinquante-sixième session

31 janvier-7 février 2018

**Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social  
et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale :**  
**thème prioritaire : stratégies d'élimination de la pauvreté visant  
à parvenir à un développement durable pour tous**

### **Déclaration présentée par la Fundación América Solidaria Internacional, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

L'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde est le premier des 17 objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030, dans le cadre duquel Ban Ki-moon, alors Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, a appelé à l'action, déclarant : « Nous pouvons être la première génération qui aura réussi à mettre fin à la pauvreté, tout comme nous sommes peut-être la dernière génération à avoir encore une chance de sauver la planète » La Fundación América Solidaria Internacional, organisation dont l'objectif principal est de lutter contre la pauvreté des enfants dans les Amériques, se rallie à cet appel et propose un point de départ et quatre stratégies concrètes pour y parvenir.

Nous savons que la pauvreté touche principalement les ménages avec enfants dans notre région, et que les droits de 42 % des enfants et des jeunes qui vivent dans la pauvreté en Amérique latine sont bafoués. Comme le soutiennent les auteurs du rapport intitulé « Pobreza Infantil : conceptos e indicadores », des preuves scientifiques irréfutables montrent aujourd'hui que la pauvreté et l'exclusion sociale influent sur la croissance, le développement (cognitif, comportemental et émotionnel) et la santé des enfants, en particulier lorsque ces phénomènes sont imposés dès la petite enfance (Terra et al., 1987 ; GIEP), 1996 et 2007).

Travailler pour aider les enfants n'est pas seulement une question de justice mais aussi de bon sens, d'efficacité et de productivité. Notre point de départ pour parvenir à notre objectif consiste en la garantie expresse de la mise en place par tous les pays, comme demandé par l'Organisation internationale du Travail ainsi que les organismes des Nations Unies, d'un système de protection sociale universel, qui est un outil efficace pour accélérer l'élimination de la pauvreté dans la mesure où il donne aux familles les moyens de gérer les situations difficiles dans des conditions de bien-être minimales.

La protection sociale universelle est donc le point de départ de notre action et, dans ce contexte, le rôle de l'État est central, mais aussi celui des familles, du marché, des organisations sociales et privées, pour mettre en place un système de protection qui tienne compte de leurs interactions. La pauvreté touchant les enfants est un phénomène difficile à saisir, directement lié à l'exclusion, l'inégalité, l'injustice sociale et la violation des droits. Il s'agit pour nous d'un « problème pernicieux », selon les termes de H. W. J. Rittel et M. M. Webber (1973).

Notre première stratégie de lutte contre la pauvreté touchant les enfants est la suivante. Pour résoudre un problème pernicieux, il faut définir les travaux et les coordonner entre différents acteurs dans différents domaines. Comme défendu par les Principes d'Istanbul pour l'efficacité de la contribution des organisations de la société civile au développement et le Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement, et inspirés aujourd'hui par l'objectif n° 17 de développement durable, nous proposons de créer un modèle encourageant la coopération internationale pour lutter contre la pauvreté touchant les enfants.

Cela implique, plus exactement, de : 1) sensibiliser à l'intérêt des partenariats pour le développement ; 2) dépasser les obstacles à la coopération entre les acteurs, tels que la double imposition et la délivrance de visas pour les acteurs de la coopération et acteurs volontaires ; et 3) proposer des subventions aux initiatives qui intègrent les partenariats de coopération internationale.

Notre organisation a été en mesure d'étudier cette stratégie, en mettant des réseaux et des alliances en place au travers de projets tels que le projet de

reconstruction de l'Escuela República de Chile en Haïti qui, à l'instar de près de 5 000 autres écoles dans le reste du pays, a été dévastée par le tremblement de terre de janvier 2010. Le Gouvernement chilien et son agence de coopération internationale pour le développement, l'Ambassade du Chili et le Ministère de l'éducation en Haïti, la société privée Komatsu Cummins et l'association à but non lucratif América Solidaria ont accepté de relever le défi, et ont plus tard été rejoints par l'Universidad Pontificia Católica de Chile, qui a fait office de conseiller technique au travers de son école de construction et de sa faculté d'enseignement. Ce projet de reconstruction était si urgent et émouvant que les étudiants et familles de 17 écoles chiliennes ont organisé des campagnes pour le financer, et trois sociétés se sont ralliées à leur cause. En outre, la Banque interaméricaine de développement a fourni le matériel, le consultant Habiterra s'est occupé de la conception et beaucoup d'autres ont soutenu le projet de manière anonyme.

Il n'est pas simple d'intégrer et de coordonner différentes perspectives dans le cadre d'un projet international et intersectoriel. Toutefois, le sentiment d'accomplissement et le désir de garantir la dignité, l'éducation et la qualité de vie de l'enfant ont aidé les acteurs à mener leur tâche à bien. Ce projet se démarque par sa pratique de la cogestion, qui a impliqué de lancer un vaste processus participatif avec la communauté scolaire pour la conception du bâtiment et de suivre un modèle de gouvernance garantissant la prise de décisions horizontale, en favorisant la responsabilité conjointe et le partage de connaissances entre les différents acteurs. Ces travaux nous ont permis de constater à quel point l'implication de nouveaux acteurs dans la coopération internationale est indispensable. Les fruits de ces partenariats sont bidirectionnels en ce qu'ils apportent beaucoup à la zone d'intervention et ont des conséquences positives pour notre pays en nous forçant à œuvrer pour l'intérêt de tous.

La deuxième stratégie que nous proposons consiste à mettre en place des mesures incitatives et des stratégies de renforcement de la société civile dans chacun de nos pays et dans le cadre de leurs réseaux internationaux. Les démocraties fortes et saines sont celles où les organisations de la société civile ont la capacité et les moyens d'être représentées et de se développer.

Nous partageons la vision du partenariat des organisations de la société civile, d'après lequel les acteurs de la société civile dépendent beaucoup de l'environnement dans lequel ils opèrent. Les politiques et pratiques des gouvernements conditionnent et déterminent la capacité des organisations de la société civile à participer au développement. C'est pourquoi les progrès dans la réalisation des Principes d'Istanbul dépendent largement de la cohérence des politiques, des lois et des normes gouvernementales avec lesdits Principes. Nous proposons donc : 1) une reconnaissance transversale du rôle de la société civile dans la lutte contre la pauvreté touchant les enfants, en incitant vivement les organismes à consulter les acteurs du secteur et à encourager leur participation à l'élaboration et au développement de stratégies et de politiques dans ce sens ; 2) de favoriser l'émergence de réseaux d'organisations de la société civile, en mettant en place des processus de partage des connaissances et d'élaboration collaborative de projets de lutte contre la pauvreté touchant les enfants ; 3) d'encourager la création de différentes formes de financement qui permettront de promouvoir les travaux et la collaboration des organisations de la société civile; et 4) d'encourager les dons privés à des organisations de la société civile, grâce à des lois relatives aux dons actualisées encourageant la création de nouvelles organisations et permettant les dons internationaux.

La troisième stratégie de lutte contre la pauvreté des enfants que nous proposons consiste à encourager et promouvoir le volontariat dans le cadre des projets de développement visant à atténuer la pauvreté. L'ONU considère le volontariat comme une manière de contribuer au Programme 2030. En dépit de cela, les lois locales et les accords internationaux qui auraient pu être mis en place pour favoriser cette méthode ne se sont pas concrétisés. En ce sens, nous demandons que tous les pays mettent en place des lois sur le volontariat réglementant de manière appropriée le volontariat national et international et les lois internationales spécifiques visant notamment les permis, les visas et la protection sociale.

La quatrième stratégie que nous proposons a trait à la mise en place de programmes de sensibilisation aux questions de l'Agenda pour le développement encouragée par l'UNESCO et à la promotion d'espaces de participation et de réflexion et de propositions développées par les jeunes au sujet des objectifs de développement durable. América Solidaria, en collaboration avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et l'UNICEF, a créé l'initiative Concausa, qui vise à mettre en avant et à diffuser des propositions d'innovation sociale développées par des jeunes contribuant au Programme 2030 au sein de leurs communautés.

Nous proposons, grâce à ces stratégies et plans d'action concrets, de construire un réseau solide et articulé pour lutter contre la pauvreté touchant les enfants. Ce réseau multipartites permet une compréhension multidimensionnelle de différents points de vue quant aux causes principales de la pauvreté des enfants et la recherche de solutions cohérentes et solides à ce problème.

---